



## Séance ordinaire du jeudi 29 mars 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Développement Economique,  
Enseignement supérieur et  
recherche, Innovation, Artisanat

Nombre de membres en exercice : 91

### Présents :

Fabien ABERT, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Roger CAIZERGUES, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Jean-Luc SAVY, Joël VERA.

### Absents :

Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Claire JABADO, Patricia MIRALLES, Eric PETIT, Joël RAYMOND, Rabii YOUSSEUS.

## **Développement Economique, Enseignement supérieur et recherche, Innovation, Artisanat - CPER 2015-2020 - Attribution de subvention à l'Université de Montpellier pour le projet des Bibliothèques Inter-Universitaires (BIU) aux Learning Center - Autorisation de signature**

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

Depuis de nombreuses années, Montpellier Méditerranée Métropole mène une politique en faveur du développement économique de son territoire et de son attractivité. La compétence en matière de soutien à l'enseignement supérieur et aux programmes de recherche permet à la Métropole, la mise en œuvre d'une politique plus cohérente et plus inclusive, visant notamment une interaction plus efficace entre enseignement supérieur, recherche, transfert et innovation jusqu'au développement économique et à la création d'emplois. L'excellence ainsi développée dans l'ensemble de ce domaine accroîtra l'attractivité du territoire métropolitain. Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole a souhaité contribuer significativement aux projets de l'Enseignement Supérieur Recherche et Innovation au titre du Contrat de Plan Etat-Région (CPER) 2015-2020.

A ce titre, la Métropole a décidé d'attribuer des financements aux projets entrant dans sa stratégie de développement basée sur ses 7 piliers que sont la santé, le numérique, l'agro-écologie-alimentation, la mobilité, le développement économique touristique et industriel, la culture-patrimoine-université et le commerce-artisanat.

Ainsi dans le cadre de sa politique menée pour la préservation des ressources durables, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé de soutenir la transformation des Bibliothèques Interuniversitaires (BIU) en Learning Center - portée par l'Université de Montpellier.

Les universités anglo-saxonnes ont été les premières à valoriser les atouts des bibliothèques universitaires et dès le début des années 2000 ont émergé en Europe les premiers Learning Centers : il s'agit de repenser les lieux, les services et les ressources en mettant l'utilisateur au cœur du dispositif et en le rendant acteur du changement. En écho aux mutations de la pédagogie, le Learning Center favorise l'autonomie de l'utilisateur dans l'accès à une information adaptée disponible dans un lieu repensé.

Depuis 2010, chaque université ou grande école française affiche l'ambition de se doter de Learning Center. La cartographie des réalisations ou projets en cours a montré le rayonnement de ce nouveau standard au niveau national et le manque de projet pour Montpellier ainsi qu'un déséquilibre au sein de la Région. Soulignons dans l'environnement méditerranéen les Learning Centers des Universités de Nice, Aix-Marseille (pour ne parler que des plus récents) et plus largement ceux des Universités de Lyon. Cette situation ne correspond pas au rang de l'Université de Montpellier, 6ème université de France et lauréate de l'I-SITE, la labellisation Initiatives - Science - Innovation - Territoires - Économie (projet MUSE).

A Montpellier, la dimension interuniversitaire qu'apporte l'existence d'un service interuniversitaire de documentation avec la BIU favorise la conduite d'une politique de site cohérente et pertinente, la mise à disposition de ressources variées et très riches (la BIU se situe au 1<sup>er</sup> rang sur ce point après les bibliothèques d'Ile-de-France) ainsi qu'une offre importante et de qualité de services sur place et à distance.

Le projet inscrit au CPER 2015-2020 vise à rendre les bibliothèques universitaires de Montpellier plus attractives et performantes sur le plan des locaux, services et ressources et à les mettre à niveau sur le plan national. Il concerne la réhabilitation de 5 sites existants, et inscrit cette réhabilitation dans un contexte global de rénovation de l'offre de formation.

Les BU de l'IUT de Nîmes, BU de l'Institut Universitaire de Technologie (IUT) de Béziers, BU de l'IUT de Montpellier-Sète (site de Montpellier), BU Richter (Droit-Economie-Gestion), BU Sciences (campus Triolet) sont concernées.

Cette opération sera réalisée en deux tranches :

- 1ère tranche : 1 200 000 € (BU IUT Nîmes, IUT Béziers, BU Sciences, BU Richter)
- 2ème tranche : 1 400 000 € (BU IUT Montpellier, BU Sciences (suite), BU Richter (suite)).

La contribution globale de Montpellier Méditerranée Métropole au projet s'élèvera à 500 000€ avec une première tranche en 2018 de 100 000€ et une seconde tranche prévisionnelle en 2019 de 400 000€. Le financement de Montpellier Méditerranée Métropole concernera uniquement les sites situés sur le territoire métropolitain.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'attribution à l'Université de Montpellier pour le projet BIU aux Learning Center d'une première subvention sur l'exercice 2018 de 100 000€ et une seconde tranche en 2019 de 400 000€ sous réserve de l'inscription des crédits au budget concerné et de la signature de la convention d'attribution de subvention,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2018, chapitre 906,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention d'attribution de subvention, ainsi que tous les documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 10/04/18

Pour extrait conforme,  
**le Président**

**Signé.**

**Philippe SAUREL**

Publiée le : 10 avril 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180329-32158-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 10/04/18

**Liste des annexes transmise en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.